Lettre ouverte « à cette France au double langage »

Tribune – Tribune libre - Maurice Beranto - 15/05/10

« La France, prise en flagrant délit d'ingérence ». Tel avait été le titre de l'article que j'avais écrit en septembre 2006, en réaction à une déclaration de l'ambassadeur de France de l'époque. Ce dernier, en effet, avait pris fait et cause pour le pouvoir en place et l'informatisation des listes électorales, alors que nous savions que cette dernière n'était qu'une manipulation de plus pour faire croire que nous allions vivre une présidentielle transparente. L'ambassadeur de France savait que cette informatisation des listes électorales était l'objet d'un débat virulent entre les malgaches. Cela ne l'avait pas empêché d'y mettre son grain de sel, apportant ainsi son onction à un pouvoir dictatorial qui a mal fini, comme tout le monde le sait.

4 ans après, malgré le fiasco du déplacement du Secrétaire d'état Joyandet, en avril dernier, et la leçon d'histoire qu'il a eue avec le Président Zafy avant le refus de Marc Ravalomanana de le recevoir en Afrique du sud, malgré le résultat presque nul du Sommet de Pretoria, sur lequel la France comptait pourtant pour marquer de nouveau sa main mise sur Madagascar, malgré l'annonce du nouvel ambassadeur de France qui a déclaré lors de la journée de l'Europe du 10 mai dernier qu'une solution unilatérale pour résoudre la crise malgache serait inacceptable, ne voilà-t-il pas que monsieur le Ministre de la Coopération de la France remet cela.

Nous avons cru que Monsieur le Ministre avait enfin compris ; nous ne l'avons pas suivi quand il avait affirmé, avant Pretoria, que seules des élections, organisées dans les plus brefs délais, pouvaient nous sortir de la crise qui nous mine actuellement. Il sait pourtant que beaucoup de nos concitoyens avaient déjà émis leur avis à ce sujet ; ceux-ci continuent à penser que des élections organisées dans les conditions et selon le calendrier annoncés mercredi dernier par Andry Rajoelina ne nous apporteront rien de bon. Car ils savent que toutes les crises politiques malgaches sont les conséquences directes d'élections mal organisées.

Madagascar, subissant sa quatrième crise politique en moins de 40 ans, a besoin, et nous ne cesserons jamais de le répéter, d'une transition consensuelle, inclusive et concertée. Cette transition devra être le moment béni pendant lequel notre pays va enfin se retrouver pour réfléchir, en toute sérénité, sur tous les textes qui feront de lui une nation digne du troisième millénaire, en accord avec ses valeurs propres. Les élections, car tout cela se terminera par des élections, viendront quand le pays sera prêt. Mais pas avant.

Comment faudrait-il le dire pour que le Ministre de la Coopération de la France et toutes ses acolytes de la Françafrique, puisque c'est de cela qu'il s'agit, acceptent enfin que les décisions unilatérales de la HAT ne régleront rien. Comment faudrait-il le dire pour que ceux qui sont autour d'Andry Rajoelina, acceptent, qu'en jouant le jeu de cette Françafrique, ils finiront par nous précipiter dans le chaos.

Nous en avons plus qu'assez de cette manie irresponsable, pour nous en tout cas, du Ministre de la France. Cela est indigne de la France, chantre des droits de l'homme. Des nouvelles règles régissent les relations entre les états souverains. La France doit se plier à ces nouvelles règles comme elle doit se plier, concernant Madagascar, aux décisions prises et acceptées par toute la communauté internationale. Puisqu'elle veut user de son pouvoir, elle doit obliger Andry Rajoelina à revenir sur les accords qu'il a signés, en toute liberté au lieu de saluer, alors que la déclaration d'Andry Rajoelina venait à peine de se conclure, des propos qui n'apporteront rien de concret dans la résolution de la crise malgache. En effet, la précipitation de la réaction à la déclaration de Rajoelina de Monsieur Joyandet, pratiquement dès la fin de l'intervention, continue à nous interpellier. À quoi veut jouer Monsieur Joyandet ? À quoi s'amuse la France pour qu'elle continue à jouer ce double langage qui ne l'honore pas du tout. Loin s'en faut !

La France doit nous servir de « bon » exemple. Nous, francophones et francophiles, cela doit être dit et répété, le lui demandons avant que nos sentiments envers elle ne changent radicalement. Et définitivement !

Maurice Beranto est le Président du FIDEM, Rassemblement des Démocrates de Madagascar